

risques du financement à moyen terme avec les banques devraient passer le plus rapidement possible au stade opérationnel.

Ces services financiers doivent tous les deux être mis à l'essai sur le marché.

Lorsque j'invite nos établissements financiers à s'attaquer au défi des exportations et à s'adapter aux réalités d'une nouvelle économie mondiale, je ne suis pas en train de proposer aux banques de prendre des risques démesurés pour soutenir des entreprises incertaines.

En effet, nos initiatives se basent sur le partage des risques entre les institutions des secteurs privé et public.

À mon avis, nos banques peuvent et doivent améliorer leur capacité d'évaluer les risques à l'étranger et se montrer aussi avisées et efficaces lorsqu'elles fournissent des services financiers aux exportateurs qu'elles le sont lors de transactions normales sur le marché intérieur.

Je conviens que la tâche n'est pas aisée.

Elle ne nécessite rien de moins qu'un changement de la culture d'entreprise et un engagement à consentir les efforts nécessaires à l'acquisition d'une expertise et à l'établissement de programmes et de services répondant aux besoins des exportateurs. Les exportateurs canadiens n'en attendent pas moins de leurs établissements financiers.

Les lacunes du soutien financier à l'exportation offert aux petites et moyennes entreprises continueront d'être une préoccupation prioritaire pour le gouvernement. Si nous mettons en commun les ressources et les talents des secteurs public et privé, des gouvernements, des banques et des entreprises, nous en récolterons alors les fruits sur les marchés internationaux tout en créant emplois et croissance chez nous.

Merci.